

RESSOURCES HYDRIQUES

Le taux de remplissage des barrages a dépassé les 82%

Le remplissage des barrages sur le territoire national a atteint le taux de 82,48% sur le territoire national, selon le ministère des Ressources en eau. Ces réserves cumulées à la fin de la saison pluviométrique ont atteint un volume d'eau emmagasiné de 2 milliards de m³ d'eau suite aux pluies enregistrées au cours du mois de mars.

F.-Zohra B. -Alger (Le Soir) - Les précipitations enregistrées tout au long du mois de mars ont permis une reconstitution des réserves au niveau des barrages du territoire national. Au niveau des 65 infrastructures hydrauliques, le taux de remplissage, selon le ministère des Ressources en eau, a dépassé les 82%.

Ces quantités d'eau permettront, selon les responsables du secteur, de permettre une alimentation des populations au cours des mois prochains et notamment durant la saison esti-

vale et en l'absence de pluies. Les réserves sont aussi destinées à l'irrigation des terres agricoles.

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, avait cependant déclaré cette semaine que la priorité est pour la préservation de la ressource et à son utilisation rationnelle.

Pour ce qui est de la région centre, les treize barrages ont totalisé 83,30% de taux de remplissage avec un taux de presque 100% pour le barrage de Keddara, 81,70% pour le Beni-Amrane et plus de 85%

pour le Koudiet Asserdoun, le deuxième plus grand barrage du pays. Pour ce qui est de l'ouest du pays, le taux de remplissage est de 68,78% avec cependant trois barrages dont le taux de remplissage a atteint les 100%. Il s'agit des barrages de Sikkak, Sidi-Abdelli et Boughrara dans la wilaya de Tlemcen. A l'est du pays, les apports sont importants avec un taux de remplissage général des barrages de plus de 86%, selon le ministère des Ressources en eau. Le barrage de Beni-Haroune le plus important du pays, est actuellement à 100% de taux de remplissage. Au cours des derniers mois, le ministre des Ressources en eau avait rappelé que concernant les ressources disponibles en Algérie, qu'il s'agissait d'un équilibre fragile.



Koudiet Asserdoun, le deuxième plus grand barrage du pays.

Il avait aussi évoqué un territoire contrasté sur le plan des reliefs, du climat et de la pluviométrie.

Hocine Necib avait aussi assuré que la période 2015-2019 nécessitera d'autres mobilisa-

tions pour assurer une sécurité hydrique. Il s'agira de la réalisation de barrages pour une capacité de 1,5 milliard de m³ qui seront réalisés dans le cadre du plan quinquennal 2015-2019.

F.-Z. B.

ORAN

Le ministre de la Santé évoque les chantiers de son secteur

Profitant de sa présence à Oran à l'occasion de l'inauguration du 17^e Salon international du médicament et des équipements médicaux (SIMEM) et de la tenue d'un séminaire regroupant les gestionnaires de nombreux établissements de santé, le ministre de la Santé a évoqué les grands axes des réformes qu'il compte mener.

Abdelmalek Boudiaf dira qu'au terme d'un audit constatant la situation parfois catastrophique du secteur de la santé au point où «l'imagerie dans les hôpitaux a frôlé l'arrêt», ou encore un déficit de 18 400 lits d'hospitalisation, le ministre assurera que de nouvelles mesures et orientations ont été données.

Ces orientations vont notamment toucher ce qui, aux yeux du ministre, est à l'origine de la situation grave de la santé, à savoir la désorganisation des soins, la mauvaise gestion et la question de la formation.

Les axes du redressement de son secteur seront encore définis lors des assises régionales prévues les 3 et 4 mai et les assises nationales qui aboutiront à une révision de la loi 85-05.

Sur un autre plan, le ministre de la Santé énumérera les grands projets comme la réalisation de neuf hôpitaux, l'achèvement des travaux des centres anti-cancer comme ceux de Tizi-Ouzou, Sidi-Bel-Abbès, en attendant Béjaïa et Bécharr, ainsi qu'un grand CHU destiné unique-



Boudiaf établit le bilan de son secteur.

ment à la pédiatrie et qui verra le jour à Alger. Parmi les autres annonces du ministre, le règlement du recrutement des paramédicaux formés dans des établissements privés et qui pourront donc être recrutés dans les établissements publics. Sur la question du rôle du privé dans le secteur de la santé, le ministre s'est dit très favorable à la réalisation d'hôpitaux privés ajoutant qu'il y avait déjà des demandes qui ont été formulées par son département.

A noter que pour le SIMEM, une cinquantaine d'exposants sont présents et sont majoritairement du secteur des équipements médicaux, généralement étrangers.

Fayçal M.

HABITAT

Réactivation des inscriptions pour le programme AADL3

Les inscriptions pour le programme AADL 3 (location-vente), relevant de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) seront réactivées directement après le parachèvement de la convocation des souscripteurs au programme AADL2, entamée en septembre 2013, a annoncé, jeudi à Tipasa, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune. Lors d'une visite de travail à Tipasa, M. Tebboune a réaffirmé que la convocation des souscripteurs ADDL 2 se fera de «façon progressive», à partir de mai prochain, en vue du versement de la première tranche du coût de leurs logements, tout en exprimant sa satisfaction quant au «lancement de ce nouveau programme ambitieux».

Il a fait savoir que la première tranche est évaluée à 10% du coût du logement, fixé à 2,1 millions de dinars pour les F3 et 2,7 millions de dinars pour les F4. Le nombre des nouveaux souscripteurs AADL inscrits via Internet et dont le dossier a bénéficié d'un accord de principe est évalué à 700 000.

Jusqu'à fin mars dernier, l'agence AADL a, en outre, réceptionné 455 350 demandes par voie postale, dont 173 150 émanant de demandeurs de la capitale.

«L'Algérie est déterminée à mettre un terme définitif à la crise du logement durant le prochain quinquennat», a, par ailleurs, assuré M. Tebboune, estimant que la relance du programme AADL, au profit de 250 000 familles, après l'arrêt de 2003, est un «véritable acquis social». D'autre part, le ministre a révélé que les anciens bénéficiaires des logements F1 «ont la possibilité de bénéficier d'autres programmes de logements, à condition de céder leur logement à l'Office de promotion et gestion immobilière (OPGI)».

Rappelant la décision du président de la République en 2001, portant interdiction de la réalisation de logements de type F1, il a mis en exergue la nouvelle orientation gouvernementale vers la réalisation de logements F3 et F4, dont la surface ne doit pas être inférieure à 75 m².

Il a signalé que suite aux demandes émanant de nombreuses familles, le «gouvernement leur a ouvert la possibilité de bénéficier d'autres programmes» soulignant que «l'Algérie a franchi de grands pas en matière de logement social, dont la qualité de réalisation est similaire au logement promotionnel», a-t-il estimé.

APS

Des taxis roses... en attendant que les trottoirs le soient aussi ?

Des taxis roses verront le jour sous peu dans la ville d'Oran. Des taxis exclusivement consacrés à la clientèle féminine et qui seront conduits par les femmes.

L'information, donnée jeudi par notre confrère *El Watan*, n'est pas un canular. Il s'agit bien d'un projet en phase finale, engagé par la société Taxi Amor implantée à Oran. Le responsable de cette société confirme qu'il a bien l'intention de lancer ces taxis For ladies (ça fait british et c'est plus chic !). Il n'attend plus que le feu vert de Ghoul, le ministre des Transports qui, selon le gérant de cette boîte, «aurait promis une autorisation après les élections présidentielles» avec, très probablement, une promesse de cette entreprise de voter pour qui vous savez.

Cette information proprement hallucinante ne fait pas rire, inquiète mais, au fond, s'inscrit en droite ligne des très nombreuses dérives observées, pour ne pas dire encouragées, par ceux qui nous gouvernent.

Après tout, pourquoi se gêner, la société ayant été, sans crier gare, vicieusement et pernecieusement pénétrée par des décisions de ce type qui inscrivent dans la «normalité» des us et coutumes qui nous étaient étrangers. Il n'y a pas de statistiques, mais amusez-vous à compter le nombre de femmes portant le hidjab et qui passent sous vos yeux. Vous

serez vite lassé et devrez alors décompter le nombre de femmes non voilées, ça va beaucoup plus vite. Il est jusqu'à la façon de parler qui interroge.

Une terminologie nouvelle adoptée comme ayant toujours existé. Macha Allah, à tout bout de champ, inscrite même sur les arrières des véhicules de transport comme pour prouver ostentatoirement nos convictions religieuses. Que vous alliez acheter votre pain ou voir un médecin l'on vous désignera, sans sourciller, la chaîne pour femme ou salle d'attente itou.

Toujours sur le même registre, n'a-t-on pas vu, tout au long de la campagne présidentielle, des interventions multiples, de salafistes et notamment d'un respon-

sable de ce mouvement vociférer sur une chaîne TV privée, il est vrai, mais diffusée toutefois et avec plusieurs rediffusions, sa haine des femmes et des laïcs communistes, nommément cités, appelant les Algériens et les menaçant pour ne pas les enterrer à leur mort, dans des cimetières musulmans, le tout justifié, selon lui, par des Hadith.

Plus récemment encore et sans qu'aucune sanction ne soit prise, n'a-t-on pas vu un chef de parti islamiste interpellé une candidate à l'élection en lui rappelant qu'il a eu à la rencontrer à Paris «un verre de vin à la main». Aucune sanction, aucun rappel à l'ordre et aucune réaction aussi de la part de tous ceux qui sont vic-

times de ces attaques, passées aujourd'hui dans la normalité. C'est ainsi que l'on rogne sur tous les acquis de la femme algérienne qu'aucun pouvoir ne lui a donnés, mais qu'elle a arrachés.

C'est ainsi aussi, et c'est le plus grave, que l'on forge ces idées rétrogrades dans le crâne de nos enfants, ceux-là mêmes qui se voient interrogés par leurs maîtres et maîtresses d'école pour dire si oui ou non leurs parents pratiquent le Ramadhan.

L'impunité de tous ces nouveaux prophètes conduira sans aucun doute, si elle est poursuivie, à voir dans quelque temps, des trottoirs pour hommes et des trottoirs pour femmes.

Khedidja Baba-Ahmed